

Ibrahima Thioub, *Professeur d'Histoire à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar*,
répond au discours que le Président de la République française
y a prononcé le 26 juillet 2007.

à Monsieur Nicolas Sarkozy
Président de la République française

Le 26 août 1958, à la place Protêt devenue depuis Place de l'Indépendance, un de vos prédécesseurs, le Général Charles de Gaulle, apostrophait la jeunesse africaine de l'Empire français en des termes restés mémorables. Le 26 juillet 2007, dans l'enceinte de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, vous avez interpellé la jeunesse africaine sur les questions majeures de l'avenir de l'Afrique subsaharienne et de ses rapports avec la France. Nous aurions pu sourire de cette répétition de l'histoire, en pensant à la remarque de Karl Marx à Hegel dont vous reprenez presque mot pour mot le poncif sur l'immobilisme de l'Afrique. Nous avons au contraire pris le parti de vous adresser la présente lettre, conscient que ce qui s'exprime réellement dans vos propos concerne le devenir de millions d'hommes et de femmes, d'Afrique et d'Europe.

Vous venez d'être élu Président de la République française. Vous avez placé votre campagne électorale et votre mandat sous le signe de la rupture. Nous autres universitaires africains voudrions aussi voir la France rompre avec certaines visions et pratiques ancrées dans ses relations avec l'Afrique. Monsieur le Président, la France a beaucoup fait en Afrique. Lors de votre visite, nombre de vos interlocuteurs vous ont certainement rappelé au bon souvenir de cette longue et active présence française. Ils vous ont certainement rappelé que l'histoire de votre pays démontre à souhait sa revendication d'être la patrie des droits de l'Homme. Nous savons que cette revendication ne relève pas de la rhétorique, mais d'une pratique pluriséculaire qui l'a vu accueillir des millions d'hommes et de femmes opprimés ou persécutés à qui il a offert l'opportunité de rebâtir une vie de dignité. Ce que vos interlocuteurs africains ne vous ont certainement pas dit c'est qu'en vous recevant en hôte, on ne vous dit que ce qui a été fait de et en bien. Sachant ce qu'est une tradition, je me permets Monsieur le Président, puisque vous le voulez aussi pour la France, d'opérer une rupture circonstancielle de temps avec cette tradition.

Voici trois siècles, Lille ne l'avait pas encore fait, Saint-Louis du Sénégal entamait sa carrière de ville française. Au cours de ces longues années, les assertions civilisatrices se sont rapidement écroulées, bousculées par un régime d'exception imposant ses règles à des peuples qui ne lui trouvaient aucune légitimité. Aussi, les indépendances acquises, au lendemain de la deuxième guerre mondiale et suite aux leçons apprises des guerres d'Indochine et d'Algérie, furent-elles, pour la métropole d'alors, un double soulagement, financier d'une part et moral de l'autre. Malheureusement, les accords de coopération signés avec les États issus de la décolonisation ne favorisèrent pas le décollage rêvé par l'Afrique des années 1960. Personne ne peut de bonne foi contester que nombre des régimes issus des indépendances ont été faits et défaits secrètement par les services français ou ouvertement par des interventions militaires. Suivant les intérêts de groupes bien identifiables, l'Etat français a souvent porté à bout de bras des régimes autoritaires et liberticides ou écrasé des États dont le grand tort a parfois été de vouloir un peu plus de dignité pour l'Afrique et les Africains.

Monsieur le Président, nous n'avons pas la naïveté de croire que votre découverte d'une mentalité africaine pigmentaire, mystique, religieuse, sensible, relève simplement d'un déficit de culture historique. Vous avez en partie raison, mais en partie seulement, quand vous dites que : « le problème

de l'Afrique, c'est qu'elle est devenue un mythe que chacun reconstruit pour les besoins de sa cause ». Le discours qui drape l'Afrique dans les mythes de l'enfance du monde est au service d'intérêts qui eux n'ont rien de mythique. Au demeurant, il avait déjà servi à légitimer les conquêtes coloniales du XIXe siècle et depuis des décennies, nombreux sont les régimes politiques africains et leurs élites gouvernantes, du politique à l'académique, qui ont manipulé cette lecture nativiste de l'Afrique pour légitimer la brutalité de leur pouvoir soutenu par des réseaux qui ne s'embarrassent pas de la couleur de peau ou de la nationalité. Votre discours à la jeunesse africaine s'inscrit en droite ligne dans cette vision française de l'Afrique qui engendre l'échec des politiques de coopération élaborées par des décideurs publics qui très souvent ne daignent pas prendre en compte les avancées de la recherche en sciences sociales.

Monsieur le Président, laissez aux historiens la responsabilité de dire si la colonisation a été rentable ou non pour la France et pour l'Afrique, d'évaluer le poids des mutations sociales, politiques et culturelles qu'elle a induites dans les destins respectifs de nos pays. Les universitaires, ceux de France, d'Afrique et d'ailleurs souvent dans une collaboration à magnifier, savent combien furent complexes ces processus que ne sauraient épuiser les clichés et les formules à l'emporte-pièce. Ils savent qu'il faut non seulement les étudier en toute liberté, mais aussi avec une méthodologie éprouvée parce que discutée, ouverte et partagée entre experts de la discipline. Ils savent qu'il faut exhumer et restituer aux citoyens, même si cela les heurte très souvent, ce que ne disent pas les mémoires construites sur ce passé.

Les universitaires conduiront cette tâche à bien, à condition que les politiques veuillent aussi mettre en œuvre des politiques de rupture véritable en bien des domaines :

- Renoncer à s'ériger en législateur de la recherche historique
- Faire que la liberté sacralisée de la circulation des capitaux s'étende, en conformité avec l'histoire de la France, à la liberté de circulation des universitaires de tous les pays
- Cofinancer les budgets des équipes mixtes de recherche dans tous les domaines du savoir.

Cette politique de rupture ne peut consister à « former les élites » des « pays les plus pauvres » par l'attraction exercée sur leurs « meilleurs étudiants ». Ce siphonage des cerveaux et des talents (dont celui des footballeurs) n'est pas mutuellement avantageux. En revanche, la création de pôles de savoirs scientifiques dans nos pays respectifs entre lesquels circulent étudiants, enseignants et chercheurs et non leur concentration en un pôle — le Nord — reste notre préoccupation majeure. L'Afrique ne peut se contenter d'être un espace de consommation d'une aide qui participe à son sous-développement. Elle veut qu'on reconnaisse sa participation à la conception, à la création et à la production du monde et y être davantage impliquée, pour sortir des positions subalternes où l'ordre du monde la confine depuis bientôt cinq siècles, oubliés de sa contribution aux échanges internationaux. Hier la politique qui spécialisa le Sénégal dans la production de l'arachide pour alimenter les huileries et savonneries de Marseille avait expulsé de ses campagnes des milliers de paysans appauvris qui ont affronté les bidonvilles en salariés des entreprises françaises du Sénégal. Leurs descendants, après les rugueuses politiques d'ajustement structurel qui ont rendu exsangues nos économies et déstructuré nos sociétés, affrontent maintenant, sur de frêles embarcations de la mort, les mers et les politiques d'immigration de l'Europe. Nous n'en imputons nullement et exclusivement la responsabilité à l'Europe. Mais historiquement, elle y a sa part. Mieux, l'immigration n'est pas à sens unique. D'Europe arrivent sur l'Afrique des migrants qui entrent au et sortent du Sénégal au moins sans visa ni charter. La rupture, c'est aussi l'instauration de la réciprocité en tous les domaines.

A entendre la violence des propos sur l'immigration, il est urgent de répondre à la question senghorienne : « Est-ce donc que la France n'est plus la France ? ». Dans le poème *Thiaroye*, le poète

de la Négritude oppose la France de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, la France généreuse, humaine et combative de 1789 à la France de l'indigénat qui fait tirer la troupe sur les anciens combattants qui, au son du « C'est nous les Africains », ont combattu le régime nazi.

Rien de plus normal que les conflits de mémoire quand on a partagé le même empire, les uns ayant anciennement colonisé les autres. Est-il étonnant que la question coloniale et la traite atlantique des esclaves soient au cœur des débats publics dans la France contemporaine ? Assurément, nul ne sort indemne de 300 ans de « grandeur coloniale ! »

Pour notre part, nous sommes solidaires des combats de nos collègues français qui ont réussi à faire entendre raison à l'État pour le retrait de l'article 4 de la loi du 23 février 2005. Point question de demander à la France repentances ou réparations. L'affaire ne relève ni de la religion ni du droit pénal ! On peut du reste s'étonner qu'à l'exception de l'Algérie, l'Afrique francophone soit aphone dans ces débats passionnés. Ce n'est point par manque d'intérêt. La rupture, Monsieur le Président, c'est aussi être en mesure d'entendre ce silence de l'Afrique. N'exprime-t-il pas la douleur d'une mémoire non encore élucidée par les historiens ? Imaginons l'inimaginable pour tout Français : le Bundestag vote une loi incitant les historiens allemands de faire des recherches sur les aspects positifs de l'occupation de la France par le régime nazi. Loin de nous l'idée que la colonisation soit historiquement comparable au nazisme mais gardons-nous surtout de croire que les mémoires des peuples fonctionnent selon les logiques du savoir historien. Comprenons que la mémoire africaine de la traite atlantique des esclaves et de la colonisation est à l'Afrique, d'une autre manière certes, mais du même ordre, ce que la mémoire de l'occupation est à la France. Des moments tragiques à dompter par le devoir de mémoire, mais surtout par la recherche dans toutes les disciplines des sciences sociales et un débat citoyen responsable. La recherche sur l'Afrique et ses relations au monde ont fait au cours des cinquante dernières années des progrès considérables qui interdisent absolument de parler du continent dans les termes qui ont été les vôtres dans le discours adressé à la jeunesse africaine et de surcroît, au sein de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar qui participe, avec les autres universités du monde, à la production de ce savoir.

Monsieur le Président, nous avons du mal à comprendre pourquoi la France, oublieuse de celui de Provence où s'illustrèrent les tirailleurs africains, sinon de façon locale, n'a célébré pendant des années que le débarquement des Alliés en Normandie. Nous avons du mal à comprendre que l'identité de la France construite sous une dynamique en perpétuel métissage – le cosmopolitisme des quatre Communes de plein exercice du Sénégal colonial en est la meilleure référence — fasse de l'immigré francophone son négatif. Nous avons du mal à comprendre comment construire ensemble la Francophonie, institution qui somme toute participe au rayonnement de la France dans le monde, tout en associant négativement l'immigration, majoritairement francophone, à l'identité nationale.

De quoi vous mêlez-vous, me répondrez-vous à bon droit, en cette affaire qui concerne la France et les Français ? C'est simplement parce que cela fait 348 années que la France a débarqué au Sénégal, au lieu dit Ndar sans demander autorisation aux indigènes du lieu que d'autorité elle a baptisé Saint-Louis. Elle n'est toujours pas prête à le quitter. Ce n'est pas notre vœu, non plus, qu'elle le quitte. Au contraire, nous voulons qu'elle y reste, mais autrement qu'elle y est venue et y a vécu jusqu'ici. Pour nous c'est aussi cela la rupture !

Ibrahima Thioub
Professeur
Département d'Histoire
Université Cheikh Anta Diop de Dakar